

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline – Travail



Republique de Côte d'Ivoire
Union – Discipline – Travail



MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

**RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN COMMUNICATION POUR
LE PROJET D'APPUI A LA SECURITE DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT
(PASEA)**

TERMES DE REFERENCE

SEPTEMBRE 2024



**PROJET D'APPUI A LA SECURITE DE L'EAU ET A
L'ASSAINISSEMENT
PASEA CRÉDIT IDA 7562-CI**

RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN COMMUNICATION POUR LE PROJET D'APPUI A LA SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PASEA)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Contexte

Le changement climatique en Côte d'Ivoire se manifeste particulièrement par une hausse des températures, des modifications du régime des précipitations et des cours d'eau, la réduction des réserves en eau et un accès difficile à l'eau pour les populations les plus pauvres. Il est démontré que sans la maîtrise de l'eau, il sera difficile d'atteindre les objectifs du Plan national de développement (PND) 2021-2025 notamment la réduction des inégalités régionales (Pilier V du PND).

Dans le cadre donc des programmes et projets conçus pour l'atteinte des objectifs du Plan national de développement (PND) 2021-2025, le Gouvernement a sollicité auprès de la Banque Mondiale (BM), un prêt de de 250 millions USD soit 156 Mds FCFA pour le financement du Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA). Ce projet a pour objectifs le développement et le renforcement de la gestion intégrée des ressources en eau, l'amélioration de la gouvernance et de la viabilité financière du secteur de l'hydraulique urbaine. Ces objectifs s'étendent à l'accroissement de l'accès à des services améliorés d'eau potable et d'assainissement dans des régions cibles de la Côte d'Ivoire. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (MINHAS).

1.2. Structure du PASEA

Le PASEA est un projet multisectoriel qui implique tous les bénéficiaires de l'eau y compris l'hydraulique humaine, l'élevage, les ressources halieutiques, l'agriculture et les mines. Il est financé à 100% par la Banque Mondiale suivant le model IPF-PBC (Investment Program Financement and Performance Based Contracting ou Contrat basé sur la performance) et se déroulera sur une période de six (06) ans. Le Model IPF-PBC encadre les projets pour lesquels une partie des décaissements est liée à l'atteinte de résultats ciblés.

La mise en œuvre du PASEA est assurée et coordonnée par l'Unité de Coordination du PASEA. Elle est appuyée par l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD), la Direction de l'Hydrologie, la Direction de l'Assainissement Rural (DAR), la Direction Générale de Ressources en Eau (DGRE) qui font office d'agence d'exécution. L'Unité de Coordination du PASEA (UC-PASEA) aura un démembrement à Korhogo avec des équipes techniques chargées de la coordination des activités sur sites.

Les composantes du PASEA incluent :

- Gestion et mobilisation des ressources en eau : 54 MUSD (32 Mds FCFA) ;
- Amélioration de l'accès à l'eau potable : 100 MUSD (60,8 Mds FCFA) ;
- Amélioration de l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène : 52 MUSD (31,6 Mds FCFA) ;

- Renforcement institutionnel et gestion du projet : 44 MUSD (18,9 Mds FCFA).

L'ONEP aura la responsabilité fiduciaire de la composante amélioration de l'accès à l'eau potable et l'ONAD aura la responsabilité fiduciaire de la composante amélioration de l'accès à l'assainissement en milieu urbain.

1.3. Justification

Dans le but d'assurer une préparation optimale du PASEA et sa mise en œuvre dans le respect des normes de la Banque et de la Côte d'Ivoire ainsi que des délais du projet, le Gouvernement de Côte d'Ivoire a obtenu un fond de préparation d'un montant de Cinq Millions (5.000.000) USD pour mener des études techniques, environnementales et sociales nécessaires à la mise en œuvre du projet, recruter les experts clés et procéder à l'installation de la Cellule de Coordination.

A cet effet, le PREMU se propose d'utiliser une partie de ce fonds pour le recrutement d'un spécialiste en communication pour les activités de préparation du projet d'appui à la sécurité de l'eau et de l'assainissement (PASEA) et pour sa mise en œuvre.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

2. TACHES ET RESPONSABILITES

2.1. Responsabilités et Missions

Sous la responsabilité du Coordonnateur du PASEA, le spécialiste en communication aura pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de communication globale pour le projet PASEA, en cohérence avec les objectifs du projet, les exigences de la Banque Mondiale et les priorités du Gouvernement. Il devra identifier les publics cibles (communautés locales, autorités publiques, ONG, partenaires internationaux) et développer des plans de communication adaptés à chaque groupe dans le but de mettre en lumière les activités, les résultats et impacts du projet et de promouvoir l'image du programme. Il est le garant du suivi et de la mise en œuvre du plan de communication.

A ce titre le spécialiste en communication aura la charge de concevoir, rédiger et mettre en œuvre la stratégie de communication interne et externe du Projet.

2.2. Tâches du spécialiste en communication

Stratégie de communication

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication globale pour le projet PASEA, en cohérence avec les objectifs du projet, les exigences de la Banque Mondiale et les priorités du Gouvernement.
- Concevoir et rédiger la stratégie de communication interne et externe du Projet afin de garantir une bonne compréhension du projet et une appropriation des objectifs ;

- Identifier les publics cibles (communautés locales, autorités publiques, ONG, partenaires internationaux) et développer des plans de communication adaptés à chaque groupe.
- Développer un plan de mise en œuvre des activités de communication et confirmer/vérifier la qualité technique, l'uniformité et la pertinence des stratégies de communication, y compris les documents qui sont élaborés, produits et diffusés auprès d'auditoires cibles (ex. représentants du gouvernement, partenaires, médias, etc.).
- Conseiller sur la prise en compte des informations de performance dans la prise des décisions et les formes/moyens adéquats de transmission de l'information et communication.

Gestion des relations publiques

- Assurer la visibilité du projet auprès des médias nationaux et internationaux.
- Établir et maintenir des relations solides avec les parties prenantes clés, y compris les agences d'exécution (MINHAS, MINEF, DGRE ONEP, ONAD, etc.), les communautés locales et les partenaires de développement.
- Organiser des conférences de presse, des interviews, et d'autres événements médiatiques pour promouvoir les progrès du projet.
- Mettre en place un réseau de journalistes et Community manager (TV, presse, radio, internet...) Pour le suivi et la couverture média des activités ;
- Organiser les relations publiques avec les médias afin de communiquer sur les acquis du projet ;

Communication interne et coordination

- Coordonner la diffusion de l'information au sein de l'Unité de Coordination du PASEA et avec les équipes techniques à Korhogo ;
- S'assurer que les informations sur le projet circulent efficacement entre les différentes agences d'exécution et le ministère de tutelle ;
- Assister dans l'élaboration des divers rapports de progression du projet et des notes de synthèse à l'attention des acteurs et des bailleurs de fonds du projet (forme, présentation ...)
- Informer et sensibiliser le personnel du projet sur les objectifs, les stratégies, les activités etc)
- Organiser et faire le suivi de la production audiovisuelle sur les différentes activités du projet ;
- Faire la promotion des résultats et impacts du projet.

Création de contenu

- Produire du contenu multimédia (communiqués de presse, brochures, vidéos, infographies, etc.) pour informer et sensibiliser le public sur les actions du PASEA.
- Gérer la création et la mise à jour de supports de communication pour les campagnes d'information sur l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les zones ciblées.
- Gérer les plateformes numériques et les réseaux sociaux du projet pour accroître son rayonnement.
- Recommander des formats multimédias multiples appropriés (p. ex. impression, médias numériques/sociaux, télévision/radio, Web, réseaux communautaires, etc.).
- Superviser la production et la mise en œuvre d'initiatives multimédias visant à se conformer aux objectifs et aux plans qui intègrent les données les plus récentes ;
- Évaluer, sélectionner et / ou recommander des informations et du matériel appropriés pour les initiatives de communication qui vérifient l'exactitude et la qualité de la diffusion ;
- Évaluer et recommander les contacts potentiels, les réseaux, les ressources et les médias et outils multiples / sociaux / numériques pour soutenir l'impact maximal et la sensibilisation des initiatives de communication ;
- Suivre la production des supports de communication pour assurer la qualité technique, la cohérence et la pertinence des supports de communication qui sont développés, produits et diffusés au public cible (p. Ex. Individus, communautés, représentants du gouvernement, partenaires, médias, etc.)..

Sensibilisation et mobilisation communautaire

- Contribuer aux campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, notamment dans les zones rurales et urbaines vulnérables.
- Soutenir les activités de mobilisation communautaire pour encourager l'adhésion des populations locales aux initiatives du projet ;
- Coordonner avec les leaders communautaires et les ONG locales pour assurer une communication efficace et une participation active des populations.
- Entreprendre toute initiative en relation avec la communication, la sensibilisation et le développement, susceptible de promouvoir l'efficacité et la bonne exécution du Projet ;
- Rechercher et / ou participer à la réalisation d'une analyse complète de la situation C4D des problèmes sociaux, de communication, culturels, économiques dans la zone d'intervention du PASEA ;
- Collaborer avec les partenaires internes et externes pour concevoir des stratégies C4D, y compris des documents de formulation, de production et d'essai pour organiser des

événements et des activités afin d'assurer et de maintenir l'engagement et la participation des publics clés dans la mise en œuvre du projet afin de contribuer au changement comportemental et social pour la pérennisation des acquis du Projet ;

- Surveiller et évaluer l'impact des stratégies et des activités C4D sur les objectifs et cibles définis par le PASEA afin d'obtenir des changements comportementaux et sociaux mesurables qui traduisent l'impact du projet ;
- Collaborer avec des partenaires de communication internes / régionaux internes pour harmoniser, associer et / ou coordonner les messages afin d'améliorer la sensibilisation et la contribution des bénéficiaires aux résultats programmatiques ;
- Evaluer les actions de communication et de sensibilisation avec les parties prenantes, autres acteurs et les médias afin de corriger et améliorer les actions menées ;
- Contribuer à la promotion de l'engagement avec les parties prenantes ;
- Promouvoir la formation ou renforcement des capacités du personnel sur les enjeux de communication et d'engagement communautaire pour garantir une meilleure appropriation des objectifs de communication au sein des équipes.

Dans le cadre de la gestion des risques

- Contribuer à la gestion des risques et des facteurs de risques en appuyant les campagnes de sensibilisation et d'information ;
- Développer une stratégie de communication de crise spécifique, identifiant les risques liés à la réputation du projet ou à la perception publique et détailler les réponses à apporter en cas de mauvaise publicité ou de perception négative du projet.
- Veiller à ce que toutes les activités de communication respectent les normes et les politiques de la Banque Mondiale ainsi que celles de la Côte d'Ivoire, et agir en tant que point focal pour la gestion des crises médiatiques et des questions de réputation.

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE

3.1. Stratégie et plans de communication

- Élaboration et validation de la stratégie de communication : Stratégie de communication finalisée et validée entre les 3 et 6 premiers mois suivant la prise de fonction.
- Mise en œuvre de plans de communication spécifiques : Pourcentage de plans de communication spécifiques (par groupe cible) mis en œuvre dans les délais (objectif : 100 %).

3.2. Gestion des relations publiques

- Couverture médiatique : Nombre de publications (reportages, vidéos, postes réseaux sociaux, interviews, blog, vlog etc.) sur le projet dans les médias nationaux et internationaux et sur les réseaux sociaux (objectif trimestriel : 5+ mentions).
- Événements médiatiques : Nombre d'événements médiatiques organisés (conférences de presse, visites de terrain, etc.) avec participation d'au moins 80 % des parties prenantes ciblées.

3.3. Création de contenu

- Production de contenu : Nombre de supports de communication (communiqués, brochures, vidéos, etc.) produits chaque trimestre (objectif : 3 supports majeurs par trimestre).
- Engagement sur les réseaux sociaux : Taux d'engagement (likes, partages, commentaires) sur les publications du projet (objectif : augmentation de 10 % par trimestre).
- Mise à jour des plateformes numériques : Fréquence de mise à jour des informations sur les sites web et réseaux sociaux (objectif : au moins 2 mises à jour par semaine).

3.4. Suivi et évaluation des activités de communication

- Taux de réalisation des objectifs de communication : Pourcentage des objectifs de la stratégie de communication atteints (objectif : 90 %).
- Évaluation des campagnes de communication : Pourcentage de campagnes ayant atteint ou dépassé leurs objectifs (objectif : 80 %).

3.5. Conformité et gestion des risques

- Nombre d'incidents ou violations des normes de communication de la Banque Mondiale et du Gouvernement (objectif : zéro incident).
- Plan de gestion des crises validé : Développement et validation du plan de gestion de crise dans les 6 premiers mois.

3.6. Support à la gestion des crises

- Réactivité face aux crises : Temps de réponse moyen en cas de crise médiatique ou de réputation (objectif : réponse initiale dans les 24 heures).
- Gestion efficace des crises : Pourcentage de crises gérées sans impact négatif majeur sur la réputation du projet (objectif : 100 %).

4. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Qualifications

Avoir un diplôme en communication, marketing (BAC + 5) ou être titulaire au moins d'un diplôme de master 2, DEA, DESS en sciences sociales, sociologie, relations publiques ou diplôme équivalent.

Expériences Générales

- avoir au minimum dix (10) années d'expériences professionnelles dans le domaine de la communication ;

Expériences Spécifiques

- Une expérience d'au moins cinq (05) ans dans un poste similaire au sein d'une organisation travaillant sur des projets financés par la Banque mondiale ou tout autre partenaires techniques et financiers (PTF).
- un minimum deux (02) mission de marketing ou de communication institutionnelle ;
- un minimum de deux (02) missions de communication de développement pour une institution internationale ;
- un minimum d'une (01) mission de suivi de la gestion de plaintes ;
- un minimum d'une (01) activité de promotion de la femme.

Aptitudes

- Savoir formuler une stratégie de communication et bien maîtriser les outils C4D;
- Savoir Sensibiliser et entretenir des réseaux de relations avec les médias nationaux et internationaux ;
- Concevoir les actions de communication et les campagnes de sensibilisation envers des cibles ;
- Pouvoir évaluer l'impact d'un plan de communication et proposer les actions correctives;
- Bonne maîtrise des outils et pratiques de communication et sensibilisation ;
- Excellente compréhension de tous les aspects de la qualité des programmes ;
- disposer d'une connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, E-mail et autres outils de communication).
- disposer d'au moins trois (03) références professionnelles.

Compétences Organisationnelles :

- intégrité en accord avec les valeurs et les normes éthiques de la Banque mondiale ou tout autre bailleur de fonds ;

- flexibilité et adaptabilité aux aspects culturels, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- capacité à travailler dans un environnement multiculturel et de façon efficace dans un contexte sociopolitique difficile.

Développement et efficacité opérationnelle :

- bonne capacité de planification de son travail de manière autonome et capacité de gérer plusieurs priorités à la fois ;
- excellentes connaissances des normes et méthodes de formations des adultes ;
- capacité à appuyer l'identification, la formulation, la mise en œuvre des activités du projet ;
- excellente capacité de communication avec les différents partenaires du projet (maître d'ouvrage, agences d'exécution, consultants, entreprises, ...).

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

5. CONTRAT

5.1. Durée du Contrat et Evaluations

La durée du Projet est de Trois (06) ans. La mise en vigueur se fera au premier trimestre 2024. Le poste du Spécialiste en communication est à pourvoir dans l'immédiat pour apporter un appui dans la préparation du Projet.

La durée du contrat du Spécialiste en communication est de Trois (03) ans ou toute durée supérieure convenue par avenant pour couvrir la date de clôture du Projet, conformément aux dispositions du contrat qu'il aura signé avec le Coordonnateur du Projet en accord avec la Banque mondiale.

Les performances du Spécialiste en communication seront évaluées annuellement par le Coordonnateur, sur la base des critères de performance spécifiés plus haut. L'évaluation de la performance du Spécialiste en communication sera faite dès la première année du contrat, par la suite, les évaluations se feront annuellement.

La durée du contrat inclut une période d'essai de six (06) mois. Le contrat du Spécialiste en communication prendra automatiquement fin si la période d'essai de six (06) mois n'est pas satisfaisante pour le Projet.

Après la période d'essai, le Projet se réserve le droit de résilier le contrat du Spécialiste en communication si les évaluations annuelles concluent à des performances non satisfaisantes pour deux années consécutives.

5.2. Lieu d'Affectation

Le poste du Spécialiste en communication du Projet d'Appui à la Sécurité de l'eau et de l'Assainissement (PASEA) est à pourvoir dans l'immédiat. Le poste est basé à Abidjan avec des missions de terrain à l'intérieur de la Côte d'Ivoire.

6. PROCEDURE DE SELECTION

6.1. Constitution et dépôt des dossiers de candidature

1. Les candidat(e)s intéressé(e)s devront demander les Termes de Références par courriel aux adresses ci-dessous.
2. Les Dossiers de candidature à ce poste devront être soumis en français en version électronique ou en version physique aux adresses ci-dessous indiquées et porter la mention « **Avis à Manifestation d'Intérêt pour la sélection d'un Spécialiste en communication pour le Projet PASEA** »
3. Les dossiers de candidatures doivent comprendre :
 - Une lettre de motivation signée du candidat, adressée à Monsieur le Coordonnateur du PASEA ;
 - Un Curriculum Vitae (CV) détaillé et présentant au mieux l'expérience du candidat pour la position avec des références précises ;
 - Les copies légalisées des attestations de travail, certificats de formation ou autres pour les déclarations figurant dans le CV ;
 - Une copie certifiée conforme du ou des diplômes requis.
4. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :
 - Adresses électroniques de retrait des Termes de Références et d'envoi des dossiers :
 - *J-F KROU* <jfkrou@prici.ci>;
 - **Copie** :
 - *KOUAME Emma Chapline* <chaplinekouame@gmail.com>;
 - *YAVO Ermel Bertrand* <yavoermel1979@gmail.com>;
 - *KOUAME Yves Jonas* <yvesjonas.kouame@gmail.com>;
 - Adresse de dépôt physique et d'ouverture des dossiers :

PROJET D'APPUI A LA SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PASEA),
sise à la Cellule de Coordination du PRICI,
lot 1802, Cocody 2 plateaux Vallons, Cité Lemanina,
08 B.P. 2346 Abidjan 08 / Tél: 22 40 90 90 ou 22 40 90 91.

6.2. Méthode de Sélection

Le Consultant sera recruté sur la base de la procédure de sélection de comparaison de CV et d'entretiens des candidats retenus sur la liste restreinte, suite à la publication d'un Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI),

NOTA BENE :

- Seuls les candidats présélectionnés après analyse des CV seront contactés pour la phase des entretiens de sélection. Les dossiers de candidature non retenus ne seront pas retournés.
- Pour ce poste, une expérience dans un projet financé ou cofinancé par la Banque mondiale constituerait un avantage.
- Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.
- Il s'agit d'un poste à temps plein qui ne peut être cumulé avec d'autres fonctions, dans le secteur Privé ou au sein de l'administration. Les candidat(e)s devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.
- Seuls les Candidats retenus seront contactés pour la suite de la procédure de sélection.